

L'alliance franco-américaine et la guerre d'Indochine, laboratoire d'une rupture

François David



Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/rha/2243>
ISBN : 978-2-8218-0504-0
ISSN : 1965-0779

Éditeur

Service historique de la Défense

Édition imprimée

Date de publication : 15 mars 2007
Pagination : 77-87
ISSN : 0035-3299

Référence électronique

François David, « L'alliance franco-américaine et la guerre d'Indochine, laboratoire d'une rupture », *Revue historique des armées* [En ligne], 246 | 2007, mis en ligne le 23 juillet 2008, consulté le 21 septembre 2021. URL : <http://journals.openedition.org/rha/2243>

Ce document a été généré automatiquement le 21 septembre 2021.

© Revue historique des armées

L'alliance franco-américaine et la guerre d'Indochine, laboratoire d'une rupture

François David

- 1 En 1953-1954, les relations franco-américaines, très riches de virtualités, expérimentent la coopération internationale souhaitée par la nouvelle administration Eisenhower, dans le cadre de la guerre froide. À savoir : aider les alliés sur le plan *matériel*, en Indochine en l'occurrence, leur laisser localement un certain bénéfice moral, politique et économique en cas de succès, et surtout ne pas intervenir directement, selon le principe que l'Amérique ne peut pas tout faire, toute seule, à travers la planète. À l'origine, l'administration Eisenhower conçoit la guerre d'Indochine comme un authentique partenariat avec la France, tandis qu'elle relativise la « *Special Relationship* » avec les Britanniques. Nous allons tenter de définir la *forme* de cette alliance franco-américaine, en gardant à l'esprit que les objectifs et les moyens au service de cette entente bilatérale sont mis à rude épreuve par les développements militaires sur le terrain.
- 2 Quatre facteurs dominant : la mort de Staline ; la nomination du secrétaire d'État Foster Dulles, prêt à donner une dernière chance à la France, malgré un bilan peu glorieux, depuis 1940-1945 ; l'isolationnisme rémanent de l'opinion américaine et du Congrès ; enfin, les alliances en gestation en Europe : l'OTAN et la CED. OTAN et Indochine sont les deux versants d'une même alliance, mais deux versants asymétriques : d'un côté, l'OTAN renvoie au traité de 1949. De l'autre côté, l'Indochine n'a jamais fait l'objet d'un traité d'alliance, ni même d'un document qui préciserait les devoirs et les obligations réciproques. Pourtant, rarement une puissance a aidé autant une autre. En 1953-1954, les États-Unis financent la guerre française d'Indochine, pour plus d'un milliard de dollars, c'est-à-dire les deux tiers de la guerre française. En outre, deux alliances peuvent en cacher une troisième : la *Communauté européenne de défense* (CED) a clairement pour but de fondre les forces françaises métropolitaines et les futures forces allemandes en une seule et unique armée européenne fédérale, dans l'espoir affiché de dépouiller les deux

ennemis héréditaires de leur souveraineté militaire, et les empêcher de se faire la guerre ¹

- 3 Par conséquent, en 1952-1954, les États-Unis et la France jonglent avec trois types très différents d'alliances : l'*entente* matérielle et financière franco-américaine en Indochine ; l'*organisation* atlantique militaire et intégrée et, enfin, la CED, dans laquelle les États-Unis interviendraient grâce au commandant en chef américain de l'OTAN, qui commanderait *ipso facto* aux Forces européennes de défense. Ainsi, trois interrogations dominent l'avènement de la nouvelle administration présidentielle :
1. Quel avenir, quel rang mondial, l'Amérique d'Eisenhower assigne-t-elle à la France, à partir du moment où elle cherche à la priver d'une politique de défense indépendante en Europe, tout en lui reconnaissant un rôle certain à jouer en Indochine après une hypothétique victoire sur le Viêtminh ?
 2. Comment les gouvernements français – c'est-à-dire le gouvernement Mayer-Bidault au premier semestre 1953 puis le gouvernement Laniel-Bidault ² de juin 1953 à juin 1954 – répartissent-ils leurs efforts entre l'indispensable réarmement européen et la nécessité d'équilibrer l'Allemagne, d'une part ; et d'autre part, l'Indochine ou de moins en moins d'intérêts retiennent la France ?
 3. Enfin et surtout, quels enseignements les États-Unis tirent-ils de la fiabilité de la France ? Quelles leçons pour la suite de la construction atlantique, vont-ils dégager à la lumière de l'expérience indochinoise ?
- 4 Dans un premier temps, nous examinerons les objectifs très différents que poursuivent la France et les États-Unis en Indochine. Puis, nous verrons comment l'Amérique cherche à s'imbriquer dans la planification française, tandis que la France multiplie les accroc dans les relations transatlantiques.

Pourquoi pas l'Indochine ? Des objectifs franco-américains très divers

- 5 La France n'a plus de politique indochinoise depuis Cao Bang, au moins (1950). On chercherait vainement le moindre document précisant les objectifs de la France en Asie. À l'impasse militaire s'ajoute l'autonomie croissante accordée aux trois États indochinois depuis les accords d'association du 31 décembre 1949, qui les dotent d'un gouvernement de plus en plus autonome et d'une armée nationale, formée et soutenue par les Français. En 1952-1953, il ne s'agit pas encore de l'indépendance, mais on s'éloigne de plus en plus du schéma colonial. Les Français se demandent donc l'intérêt de ce conflit meurtrier, puisque de toute façon l'indépendance pleine et entière adviendrait, même après une hypothétique victoire. Seul le ministère des Finances y trouve son intérêt, en récupérant les dollars de l'aide américaine pour combler le « *dollar gap* » ³.
- 6 À la différence de la France, les États-Unis ont une, sinon deux politiques en Asie. Bien sûr, la « *théorie des dominos* » continue d'inspirer l'exécutif américain : après l'Indochine, la Malaisie ; après la Malaisie, la Thaïlande puis l'Indonésie, et, en bout de course, le Japon, seront atteints par l'onde de choc communiste. En fait, la « *théorie des dominos* » devient de plus en plus un slogan pour convaincre le Congrès de financer les aides à la France. Le centre de gravité de la politique d'Eisenhower et Dulles se déplace : la stabilité du Sud-Est asiatique est un théâtre d'affrontement Est-Ouest parmi d'autres, tandis que la sécurité occidentale constitue une fin en soi. Au-delà de la « *théorie des dominos* », la

présidence Eisenhower veut redonner à la France le goût de la grandeur militaire et, après la victoire, rapatrier le corps expéditionnaire français pour équilibrer le prochain réarmement allemand dans le cadre de la CED ⁴.

- 7 En 1953-1954, la CED devient la priorité des priorités, autant, sinon plus que l'Indochine. Au début de 1953, l'objectif numéro un des républicains n'est pas le « *roll back* » en Asie, malgré leurs promesses électorales, mais la fédération de l'Europe pour y clore le cycle guerrier. Le département d'État comprend que l'Assemblée nationale française renâcle à ratifier la CED par crainte d'une Allemagne réarmée tandis que le meilleur de l'armée française se bat en Indochine. En cas de victoire, au contraire, l'essentiel du corps expéditionnaire reviendrait sur le Rhin contrebalancer les douze nouvelles divisions ouest-allemandes. Cette raison est la moins connue mais elle joue le rôle le plus décisif dans l'esprit d'Eisenhower et de Dulles pour doubler l'aide matérielle à l'Indochine, d'autant plus qu'ils refusent *a priori* une intervention des *Marines* en Indochine, après les pénibles campagnes de Corée.
- 8 Aider la France en 1953-1954, serait donc un bon investissement sur le long terme. S'installe alors la conception d'une guerre « sous-traitée », où la logique budgétaire l'emporte sur la logique militaire, et où la politique intérieure américaine dicte son rythme à la géopolitique ⁵.

La méthode de l'administration Eisenhower : tout régler en deux ans

- 9 Eisenhower et son secrétaire d'État Foster Dulles arrivent au pouvoir avec la volonté très ferme de liquider le « *budget de guerre* » déficitaire légué par Truman ⁶. En cas de banqueroute américaine, l'URSS emporterait la guerre froide sans coup férir ⁷. D'un autre côté, l'aide massive en Indochine, le réarmement de l'Europe et l'équilibre du budget fédéral paraissent des objectifs parfaitement contradictoires.
- 10 Aussi, Dulles, Eisenhower et Humphrey, le secrétaire au Trésor, mettent au point l'équation suivante : il faut réduire les déficits avant les *Mid-Terms* de 1956, pour reconduire le Congrès républicain élu exceptionnellement, en même temps qu'Eisenhower. Parmi les principaux postes d'économie figure l'aide militaire à l'Europe : l'administration Eisenhower renonce alors au trop ambitieux programme d'armement classique de la conférence de Lisbonne, en 1952, et lance, à la place, la nouvelle stratégie du « *new look* », qui consiste à nucléariser systématiquement les plans de bataille de l'OTAN, en espérant ainsi réaliser des économies (vœu pieux) ⁸. L'Indochine est la seule exception à ce programme déflationniste, mais à condition que les Français s'empressent de vaincre en Indochine. Washington décide alors d'exercer une pression considérable sur Paris, pour obtenir une victoire en deux ans – deux années qui tirent leur origine du cycle parlementaire très court des États-Unis.
- 11 En premier bilan, nous sommes dans la perspective comptable d'un investissement qui coûte très cher au départ, mais s'avèrerait rentable s'il épargnait des dépenses considérables par la suite. Nous pouvons ainsi reconstituer le raisonnement productiviste suivant : à l'automne 1954, grâce aux quantités de matériels livrés aux forces françaises et vietnamiennes, le communisme devrait cesser d'être une menace. Les premières unités françaises rentreraient alors en Europe et s'intégreraient dans les corps d'armées franco-allemands de la CED. Durant la seconde partie de son mandat, conforté par une réélection

du Congrès républicain, Eisenhower en viendrait à constater que l'Europe se défend très bien toute seule. La Maison-Blanche ordonnerait le retour en Amérique d'une ou deux divisions de RFA, avec un retour total, souhaitable, vers 1960. En se représentant devant les électeurs, en 1956, le général-président Eisenhower se targuerait alors d'avoir honoré ses promesses, puisque les dépenses militaires et le déficit fédéral auraient fortement diminué, et les impôts baissés en conséquence.

- 12 Bref, les buts américains en Indochine, ne se réduisent pas à anéantir le Viêtminh, au fin fond de la jungle. Paradoxalement, l'engagement matériel et financier considérable en Asie cherche aussi à créer la *possibilité* d'un retour au « *splendide isolement* ». Ce sur-engagement, ponctuel et régional, maintient en vie l'option néo-isolationniste, aux États-Unis. Pour obtenir ce résultat mirifique, et en vertu d'un des adages les plus véridiques, « *Qui paie, commande* », les États-Unis vont dire à la France comment gagner la guerre, au Viêtnam. Exactement, comme dans une franchise commerciale, le sous-traitant est prié d'adopter la marque de fabrique de son commanditaire, ses méthodes et ses standards.

L'Amérique montre la voie : les conseils politico-militaires à la France

- 13 Alors que les autorités françaises tentent de s'orienter en 1953 vers le *statu quo* et la création de conditions qui permettraient un accord négocié avec le Viêtminh, elles se laissent imposer par les États-Unis – du moins en façade – un rythme politico-militaire offensif.
- 14 Les premières pressions concernent l'indépendance réelle des États indochinois et la constitution d'une vraie armée nationale vietnamienne (printemps-été 1953). Selon le Pentagone, on doit combattre une guérilla qui s'appuie sur la population civile et connaît parfaitement le pays, par des forces nationales qui se battront elles aussi sur leur propre sol. Les généraux américains insistent pour envoyer des instructeurs former en masse, à l'américaine, des conscrits. Ils s'imaginent qu'ils seraient capables, en un an, de monter en puissance une armée moderne, disciplinée et performante, sur le modèle sud-coréen⁹. Le Pentagone veut aussi que les Français forment des divisions, car « *l'organisation en divisions est source de continuité et d'élan* »¹⁰. La structure divisionnaire conférerait aux Vietnamiens la taille critique pour l'emporter. Dans les deux cas, les autorités françaises refusent, surtout par crainte de voir les Vietnamiens jouer les officiers américains contre eux. En outre, des régiments et des divisions entraîneraient la nomination de colonels et de généraux indochinois qui revendiqueraient vite des pouvoirs politiques.
- 15 La seconde série de pressions américaines porte sur une stratégie de reconquête. Tout se passe comme si la Maison-Blanche et le Pentagone croyaient qu'il suffit de donner des armes en *quantité*, pour l'emporter *mécaniquement*. Les pressions diplomatiques aboutissent directement au plan *Navarre*, du nom du commandant en chef en Indochine, qui le présente au général O'Daniel, à la fin juin 1953¹¹. En moins de deux ans, conformément au calendrier politique imposé par les États-Unis, le général Navarre annonce qu'il peut réduire le Viêtminh à l'état de menace résiduelle, grâce à une vigoureuse offensive, dès le 15 septembre 1953, au début de la saison sèche. À cette fin, Navarre retirera le maximum d'unités des régions épargnées par les combats, la Cochinchine pour l'essentiel, afin de constituer les effectifs indispensables à ces opérations. Les autres bataillons viendraient en renfort de métropole.

- 16 En apparence donc, les Français s'exécutent. Toutefois, les États-Unis ne se contentent pas de vagues promesses. Pour doubler leur aide financière à la France, ils exigent, durant l'été 1953, d'abord des informations précises sur les plans de guerre français ; ensuite, que l'état-major du général Navarre travaille en étroite concertation avec des représentants du Pentagone à Saïgon. Autrement dit, Washington veut transformer l'entente franco-américaine, financière et matérielle en une alliance militaire intégrée, puisqu'il paie les deux tiers de la guerre. En fait, non seulement le gouvernement Laniel n'honorera pas cette dernière exigence, mais il se lancera dans une solution « *politique* », c'est-à-dire la recherche d'un compromis avec Hô Chi Minh... tout en encaissant le milliard de dollars pour l'année budgétaire américaine 1953-1954. C'est le début d'une longue glissade en Indochine, dont les autorités américaines tireront toutes les conséquences pour la place de la France, dans la stratégie... atlantique.

Les accrocs à l'alliance franco-américaine

- 17 En somme, les dirigeants français ne suscitent pas la confiance indispensable au bon fonctionnement de l'alliance franco-américaine. Au fond, ils demandent aux États-Unis un blanc-seing, sans spécifier leurs intentions exactes.
- 18 En juillet 1953, le gouvernement Laniel fait savoir qu'il ne pourra pas financer le plan *Navarre* à moins d'un doublement de l'aide américaine ¹². Très inquiète, l'Administration Eisenhower donne son accord de principe, mais à condition de recevoir une demande écrite, dûment rédigée et circonstanciée. Or, à l'évidence, le gouvernement français y répugne ¹³. Voyons-y moins un sursaut d'indépendance que l'incapacité de tout le gouvernement Laniel à concevoir une politique cohérente en Indochine. Ainsi, le Comité de Défense nationale échoue à approuver ou à récuser le plan *Navarre*, qui restera une orientation parmi d'autres, jusqu'à la défaite finale ¹⁴. De même, les divers ministères concernés (Affaires étrangères, Défense, ministère des États associés, ministère des Finances, Matignon) ne s'entendent pas pour donner au gouvernement américain un chiffre unique, avec des explications détaillées ¹⁵. Ainsi, durant tout le mois d'août, Washington attend patiemment la liste des besoins en Indochine, et les chiffres indispensables à leur accord final, faute d'une coordination au sommet du gouvernement français. Celui-ci se rend à peine compte des ravages produits par ses négligences ¹⁶.
- 19 Parmi les déceptions les plus lourdes, figure sans conteste le refus français d'améliorer la flotte en bombardiers moyens « B 26 ». Le secrétaire à la Défense, Charles Wilson, avertit pourtant son collègue français dès avril 1953 ¹⁷. Le problème ne porte pas sur le nombre d'avions mais sur l'insuffisance des mécaniciens en Indochine. Les États-Unis veulent bien livrer autant de bombardiers que nécessaire, à condition que le corps expéditionnaire puisse les absorber et les entretenir. Or Paris refuse absolument de former le personnel de maintenance en nombre suffisant. Ces avions feront cruellement défaut au moment de Diên Biên Phu, et obligeront la France à demander piteusement l'assistance aérienne des superforteresses américaines B 29. En vain.
- 20 Enfin, en affichant de plus en plus leur impatience à négocier avec le camp communiste, les dirigeants français avivent les tensions avec Washington. Foster Dulles les a plusieurs fois avertis que négocier avec Hô Chi Minh augmenterait les risques de défaite militaire ¹⁸. Durant tout l'hiver 1953-1954, les Français font croire au secrétaire d'État qu'ils appliquent le plan *Navarre*, tout en cherchant une solution « *politique* » ¹⁹. De guerre lasse,

Dulles finit par accepter que la future conférence de Genève d'avril 1954, sur la Corée, envisage aussi la question indochinoise. Le résultat est immédiat : cinq jours après l'annonce des prochaines négociations (le 23 février 1954), le renseignement militaire français intercepte les ordres du Viêtminh qui donnent priorité absolue à une victoire à Diên Biên Phu pour améliorer sa carte de guerre, avant Genève. Giap et Hô Chi Minh quadruplent les pertes tolérables (soit 30 000 morts au lieu de 8 000)²⁰. On connaît la suite.

- 21 Diên Biên Phu concentre les dysfonctionnements de l'entente franco-américaine. Cette bataille est un accident, due à l'erreur tactique et stratégique complète du général Navarre. Personne, surtout pas les Américains, ne l'a obligé à croire qu'un camp retranché au milieu du Tonkin arrêterait les divisions de Giap sur la route du Laos. Cette tragédie récapitule tous les défauts de fonctionnement de l'alliance franco-américaine.
- 22 Ainsi, contrairement aux engagements écrits de Georges Bidault de septembre 1953²¹, les autorités militaires américaines n'ont jamais été consultées sur l'opportunité de la manœuvre. Ensuite, malgré les apparences, Diên Biên Phu ne s'inscrit absolument pas dans la promesse du plan *Navarre* de reconquête de l'Indochine. Le plan *Navarre* se voulait global et continu, tandis que Diên Biên Phu est un coup isolé, incapable en soi d'apporter la victoire totale. Au début de 1954, l'administration Eisenhower se rend à l'évidence : contrairement à ses engagements, et malgré les aides financières considérables reçues, le gouvernement Laniel a renoncé à la reconquête et trahi la confiance américaine.
- 23 Reste la grave question de la demande française d'un raid aérien américain pour balayer les batteries chinoises autour du camp retranché : à un confident, Eisenhower déclarera plus tard qu'il n'a pas envoyé les B 29 parce que les Français ne le lui avaient jamais demandé²². En un sens, c'est vrai, malgré les trois requêtes de Georges Bidault, le 4 avril, d'abord, puis le 22 avril et enfin, le 25 avril. En effet, les deux premières demandes sont *verbales* et ne comptent pas aux yeux des dirigeants américains car elles engageraient la puissance américaine sans aucune garantie que la France accepte enfin d'associer l'Amérique à la conduite des opérations. Quant à la troisième requête de Bidault, *écrite* cette fois-ci, elle arrive trop tard pour sauver le camp.
- 24 Sur le fond de la question, Dulles et Eisenhower exigent la mise au point d'une vraie alliance en bonne et due forme, étendue à la Grande-Bretagne. Cette « internationalisation » du conflit (baptisée « *action unie* »), obligerait, selon eux, la France à continuer la guerre jusqu'au bout, tout en acceptant les normes militaires américaines, supposées plus efficaces²³. Laniel et Bidault rejettent jusqu'au bout cette alliance en bonne et due forme car ils voient bien qu'elle aboutirait à la fin ultime de l'influence française en Indochine. Paradoxalement, ils obtiendront le même résultat en refusant de partager les responsabilités et en préférant implicitement l'humiliation de la défaite.

Bilan

Alliance et volonté de puissance, les années de la dernière chance

- 25 Au total, une alliance – surtout une alliance sanctionnée par aucune charte écrite, malgré les efforts répétés d'Eisenhower – repose avant tout sur un élément tout à fait impondérable : la confiance. En même temps, une alliance se révèle toujours inégalitaire. L'allié le plus puissant en moyens financiers et militaires finit toujours par commander. Or, les années 1953-1954 sont celles de la dernière chance, durant lesquelles la France

aurait pu s'appuyer efficacement sur les États-Unis pour redevenir une vraie puissance mondiale, à condition de respecter certaines règles du jeu. Par un manque certain d'humilité, les dirigeants français ont voulu exercer trop vite une politique de grande puissance, sans en avoir les bases, alors qu'ils dépendaient à 80 % des dollars et du matériel américains.

- 26 Dans notre introduction, nous posons les termes de l'entente franco-américaine en Indochine, dans la perspective de deux autres grandes alliances européennes en gestation : l'OTAN et la CED. En 1952-1954, les autorités françaises ne comprennent pas que la clé de leur rôle futur, dans l'OTAN et la CED, réside dans un succès en Indochine. Elles ne voient pas que l'orientation majeure des États-Unis consiste à les aider d'abord en Indochine pour mieux faire revenir les forces françaises au premier plan en Europe, à l'horizon 1956. Au lieu de cela, les Français gardent les yeux rivés sur le théâtre européen. Cette attitude repose certes sur des éléments rationnels : la France veut le plus fort quota d'officiers dans les états-majors atlantiques, ce qui dépend, en première apparence, des moyens mis en œuvre sur le vieux continent. D'où la pénurie en personnel de maintenance pour les B 26, les autorités françaises préférant investir dans l'aviation tactique sur le Rhin. D'où aussi, les 380 officiers et les 2 800 sous-officiers manquants pour le « *plan Navarre* »²⁴. Une autre erreur procède du refus de se concerter étroitement avec les États-Unis sur la stratégie et la tactique militaires, principalement parce que les Français craignent de perdre la face vis-à-vis des Vietnamiens. Or, même en cas de victoire française, les relations avec les nouveaux États indépendants indochinois sont déjà bien compromises. Dans ces conditions, on s'interroge sur le refus d'accéder aux souhaits américains de formaliser une alliance qui aurait pu atténuer le désastre ultime.
- 27 Une alliance est aussi un rendez-vous avec le calendrier, le « *timing* » comme disent les Anglo-Saxons. Et là encore, force est de constater que Paris et Washington ne vivent pas au même rythme géopolitique. La France échoue parce qu'elle n'esquisse aucun plan militaire et politique au long terme, en Indochine. Inversement, Eisenhower et Dulles laissent passer l'occasion de frapper le Viêtminh à Diên Biên Phu, alors que son corps de bataille se concentre sur un espace restreint, pour la première fois. Désormais, l'exécutif américain préfère contracter une vaste alliance multilatérale à l'échelle de l'Asie du Sud-Est (la future OTASE), même si son efficacité paraît douteuse à court terme.
- 28 En arrivant au pouvoir, le président et son secrétaire d'État voulaient transformer la France en pilier de la défense européenne, en estimant que la France, après un succès en Indochine, garderait l'ascendant sur l'Allemagne. Désormais, ils s'opposent à lui laisser un rôle de premier plan en Europe. Eisenhower juge la France comme « *une puissance militaire décadente* »²⁵. Dulles, lui, déclare au Conseil de sécurité nationale : « *Nous assistons à l'effondrement ou à la dissolution de la France comme grande puissance dans la majorité des parties du monde, en particulier dans les régions colonisées.* » Les dirigeants américains doivent donc « *réfléchir en fonction de l'idée que la France crée un vide dans toutes les parties du monde où elle se trouve. Comment peut-on remplir ce vide ? On doit s'atteler à cette tâche. La décision à ce sujet est l'une des plus importantes que les États-Unis aient jamais prises depuis longtemps (...)* Nous devons élaborer une politique proprement américaine si la France s'effondre. Nous pourrions perdre l'Europe, l'Asie et l'Afrique tout d'un coup si nous ne faisons pas attention ». Ainsi, « *la grande question se pose de savoir qui doit remplir le vide laissé par l'écroulement de la puissance française. Les communistes ou les États-Unis ?* »²⁶.
- 29 De ce jugement sévère, malgré des outrances évidentes, procède la politique militaire des États-Unis, à partir de 1954 : refus d'associer la France aux plans de guerre nucléaires (Cf.

P. Mendès France et de Gaulle), refus de l'opération de Suez en 1956, refus aussi de continuer les sommets franco-anglo-américains, tels qu'ils se réunissaient régulièrement depuis le début de la guerre froide. Après 1954, bien plus que restaurer la « *special relationship* » anglo-américaine, les États-Unis s'orientent insensiblement vers une gestion unilatérale de la guerre froide, dans un monde de plus en plus bipolaire.

NOTES

1. « *Position générale des États-Unis à l'égard de l'Europe* ». Note pour le ministre ; 19/3/1953. Ministère français des Affaires étrangères (MAE), série *Service des pactes 1947-1970*, boîte n° 104. Audition de Dulles par les sénateurs ; 29/4/1953. *Executive Sessions of the Senate Foreign Relations Committee*. Vol. V, 83^e Congrès, 1^{re} session, 1953. Publié en 1977.
2. Joseph Laniel : président du Conseil (juin 1953 - juin 1954) – Georges Bidault, ministre des Affaires étrangères (janvier 1953 - juin 1954). Les autres hommes forts de la période sont : René Pleven, à la Défense – Jean Letourneau, aux États associés (cabinet Mayer) – Edgar Faure, aux Finances (cabinet Laniel) – Paul Reynaud, vice-président du Conseil de Laniel, chargé des États associés.
3. « *Renforcement éventuel de l'aide militaire américaine en Indochine en 1954 et 1955* ». Note du général Salan pour J. Letourneau ; 18/3/1953. Service historique de la Défense (SHD), département de l'armée de Terre (DAT), Vincennes, série Indochine 10 H, carton n° 1519. *Incidences financières de la guerre d'Indochine sur notre effort de défense en 1953 et 1954*. Service des Pactes, juillet 1953. MAE. Direction des affaires économiques et financières, dossier n° 402, f° # 160-165.
4. Conversation Dulles/Bonnet (ambassadeur de France à Washington) ; 21/4/1953. MAE, *ibid.*, d. n° 323, f° # 238-239.
5. Conversation entre D.-D. Eisenhower, J.-F. Dulles, G.-M. Humphrey (Trésor), Ch. Wilson (Défense) et H.-E. Stassen (Aide mutuelle) ; 24/3/1953. *Eisenhower Library, Dulles papers, « Meetings with the President »*.
6. 131^e Conseil de sécurité nationale ; 11/2/1953. *Foreign Relations of the United States (FRUS), 1952-1954*, vol. II, p. 236-237.
7. Conversation Eisenhower/Bonnet (ambassadeur de France) ; 13/4/1953. MAE. Amérique 1952-1963 – États-Unis. Dossier n° 348, f° # 231.
8. Directive secrète NSC 149/2 entérinée au 141^e Conseil de sécurité nationale, 28/4/1953. *FRUS 1952-1954*, Vol. II, p. 302-317.
9. Rapport par le maréchal Juin de son voyage en Corée. « *Exposé des méthodes américaines d'instruction en masse* ». Comité de Défense nationale du 17/3/1953. MAE, *Asie-Océanie 1944-1953*, d. n° 288, f° # 61-72.
10. « *Lettre du général O'Daniel en mission à Saigon au général Navarre* » (Trad.) ; 1/7/1953. SHD/DAT, 10 H 1519.
11. Rapport de la mission du général O'Daniel, 15/7/1953. *Decimal Files*, 711. 5851G/753. *National Archives and Records Administration (NARA), Records Group n° 59, « General Records of the Department of State »*.
12. Conversation entre J. Laniel, P. Reynaud et D. Dillon (ambassadeur américain) ; 2/7/1953. *FRUS 1952-1954*, vol. XIII, p. 631-632.
13. Déjeuner entre J. Laniel, D. MacArthur Jr., D. Dillon ; 31/7/1953. *Ibid.*, p. 706-709.

14. Constat établi lors de la réunion interministérielle à Matignon du 1/9/1953. Note de la direction des Affaires économiques (O. Wormser). MAE, Affaires économiques – Coopération économique, d. n° 403, f° # 1-5.
15. « Études des possibilités de présentation au gouvernement américain d'une demande d'augmentation de l'aide financière pour soutenir notre effort en Indochine ». Réunion interministérielle du 20/1/1953. MAE, *Quai d'Orsay Asie-Océanie 1944-1953 - Indochine*. Dossier n° 261, f° # 20-27.
16. Entretien W. Bedell-Smith (sous-secrétaire d'État) - J. Daridan (chargé d'affaires) ; 14/8/1953. MAE, Affaires économiques, d. n° 402, f° # 143-146. Le cabinet Laniel finit par s'entendre sur 375 millions de dollars, qui correspondraient au financement « supposé » des armées nationales indochinoises... « L'imprévision de nos décisions en matière de crédits militaires a, immédiatement, une incidence sur la conduite des opérations et, d'une manière plus générale, sur notre politique en Indochine ». Lettre du secrétaire d'État aux États associés, M. Jacquet, à J. Laniel ; 17/8/1953. *Ibid.*, f° # 136-142.
17. Lettre de Ch. Wilson à Foster Dulles ; 16/5/1953. NARA, *Decimal Files*, 751G. 5/5-1653.
18. Entrevue Dulles/Mendès France (dans l'opposition) ; Washington, 11/9/1953. *FRUS1952-1954*, vol. XIII, p. 796-797.
19. « La bataille d'automne à partir du premier septembre 1953 ne peut qu'être stratégiquement défensive ». « Directive sur la préparation de la bataille d'automne » ; Saïgon, 25/7/1953. SHD/DAT, 10 H 1510.
20. « Attitude du Viêt-minh "vis-à-vis de la conférence de Genève" ». Fiche du 2^e bureau ; Saïgon, 7/6/1954. SHD/DAT, 10 H 179. « Chronologie des événements diplomatiques qui ont précédé la conférence de Genève. Top Secret. Eyes Only ». Document interne du département d'État ; 1954. Princeton, *Mudd Library, Dulles Papers*, « Miscellaneous ».
21. Rappelés dans « Mémoire d'accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement des États-Unis relatif aux procédures d'utilisation de l'aide financière spéciale des États-Unis pour la défense, accordée sur les fonds de l'année fiscale américaine 1954 pour soutenir les opérations militaires en Indochine ». Mars 1954. Amérique 1952-1963-États-Unis. Affaires économiques et financières, d. n° 404, f° # 1-58.
22. LARSON (Arthur). *Eisenhower, The President Nobody Knew*. Charles Scribner's Sons, New York, 1968, p. 18.
23. Discours de Dulles « *The Threat of a Red Asia* » Princeton, *Mudd Library, Dulles Papers*, boîte n° 325.
24. Décision de la réunion interministérielle du 5/9/1953, présidée par R. Pleven. Cf. message du général Rodier (Paris) au général Navarre ; 5/9/1953. SHD/DAT, 10 H 179 (*Dossiers du général Navarre*).
25. 192^e Conseil de sécurité nationale, 6/4/1954. *FRUS*, 1952-1954, vol. XIII, p. 1259.
26. 190^e Conseil de sécurité nationale, 25/3/1954. *Ibid.*, p. 1163-1168.
-

RÉSUMÉS

En 1953, l'Administration Eisenhower accepte de financer la guerre menée par la France en Indochine. En 1954, après la défaite de Diên Biên Phu et surtout le rejet de la CED, le gouvernement américain estime qu'il doit réduire autant que possible la capacité de nuisance de la France. Telle est la conséquence des nombreuses déceptions infligées aux autorités américaines par les Français. En dépit de leurs promesses, les cabinets Mayer et Laniel n'ont jamais eu l'intention de reconquérir l'Indochine. Alors que dans le même temps, ils n'ont cessé de

demander une aide financière. De la même manière, le gouvernement français n'a jamais tenu compte des avis pertinents de l'état-major américain concernant notamment l'incorporation des bombardiers B 26 à l'armée de l'Air. Bombardiers qui devaient tant manquer à Diên Biên Phu. Le lendemain de la défaite, le président Eisenhower ne tarde pas à remettre en cause les capacités des militaires français face aux menaces de la guerre froide. Aussi, ce qui aurait pu constituer une entente stratégique entre la France et les États-Unis a abouti au renouveau de la « *special relationship* » anglo-américaine et à la diminution de l'influence de la France à l'OTAN.

French-American alliance and the Indochinese war, as a laboratory of a breach. In 1953, the Eisenhower administration agrees to help financially the French war in Indochina. In 1954, after the defeat of Dien Bien Phu and the reject of the ECD, the American government thinks he has to reduce as much as possible the harming ability of France. This cruel acknowledgement comes from the numerous disappointments inflicted to the American authorities by the French. In spite of their promises, the Cabinets Mayer and Laniel have never intended to launch a reconquest of Indochina. However, in the same time, they keep begging for more and more financial help. In the same way, the French government does not take into account the advises made by the American Joint Chiefs of Staff, even if they are very relevant, as the need to strengthen the action of the Airforce by medium bombers B 26, the lack of which will be cruelly felt in Dien Bien Phu. The day after the defeat, the General-President Eisenhower no longer wants to trust the French military abilities, and draws dark conclusions about its ability to cope with the threats of the Cold War. What could have become a great strategic understanding between France and the United States allows a revival of the Anglo-American "*special relationship*", while France finds it harder and harder to be heard in NATO.

INDEX

Mots-clés : Etats-Unis, Indochine

AUTEUR

FRANÇOIS DAVID

Agrégé d'histoire, ancien élève de l'École normale supérieure (ULM), pensionnaire de la Fondation Thiers, il est chercheur au département Terre du Service historique de la Défense. Sous la direction du professeur G.-H. Soutou (université Paris IV-Sorbonne), il a soutenu sa thèse de doctorat sur « John Foster Dulles, secrétaire d'État, et la France (1953-1959). Les relations franco-américaines entre idéalisme politique et réalités militaires ».